



HAL
open science

” **Ministère de la culture (débat sur le). 1981...**
Philippe Poirrier

► **To cite this version:**

Philippe Poirrier. ” Ministère de la culture (débat sur le). 1981.... Dictionnaire des Intellectuels en France, Seuil, pp.787-790, 1996. halshs-00590806

HAL Id: halshs-00590806

<https://shs.hal.science/halshs-00590806>

Submitted on 5 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Source : Philippe Poirrier, « Ministère de la culture (débat sur le). 1981... » dans WINOCK, Michel et JULLIARD, Jacques. (dir.). *Dictionnaire des Intellectuels en France*. Paris : Seuil, 1996, p. 787-790.

Ministère de la culture (débat sur le). 1981...

Si les années 80 s'étaient ouvertes sur le « silence » des intellectuels (débat franco-français de l'été 1983), elles se refermaient par une vive remise en cause de l'une des actions les plus visibles de la « Décennie Mitterrand » : la politique culturelle de l'Etat, symbolisée par son ministre de tutelle Jack Lang. Le débat n'est pas vraiment nouveau — en 1968 par exemple, le peintre Jean Dubuffet dénonçait un ministère « police de la culture, avec ses préfets et commissaires » — mais il connaît à la fin des années 80 une ampleur jusque là ignorée.

En 1987, la publication de *La défaite de la pensée* d'Alain Finkielkraut ouvre une vaste polémique. L'auteur, philosophe et essayiste, dénonce le déclin de la culture. De fait, c'est contre le relativisme culturel — le « tout culturel » — que se construit la démonstration. Certes, la politique menée par Jack Lang depuis 1981, reprise dans ses grandes lignes par François Léotard en 1986 pendant la cohabitation, n'est pas au centre du débat. Ceci étant, Alain Finkielkraut estime que cette politique a très largement contribué en prenant en compte des domaines jusqu'alors ignorés par le Ministère (le Rock, la mode...) à cette dissolution de la culture dans le tout culturel. Dans son *Eloge des Intellectuels*, Bernard-Henri Lévy s'inscrit dans la même filiation intellectuelle. Le chef de file des « nouveaux philosophes » pointe aussi le « malaise dans la culture ». Quant au ministère de la Culture, il est accusé de concourir à légitimer ce malaise en réhabilitant la part « mineure » de la culture. Signe des temps, la même année est publiée la traduction de *L'âme désarmée*, ouvrage de l'universitaire américain Allan Bloom, consacré à la dénonciation du système d'enseignement des Etats-Unis qui, en acceptant d'intégrer la culture des minorités, aurait contribué à la confusion des valeurs. La publication conjointe de ces trois ouvrages, très largement commentée pour les deux premiers, offre un outillage théorique qui allait bientôt permettre une remise en cause plus directe du ministère.

En 1990, la publication par le ministère d'une enquête sur les pratiques culturelles des français réactive et élargit la polémique. Les conclusions soulignent notamment l'échec de la démocratisation culturelle et le maintien des barrières matérielles et symboliques qui limitent l'accès à la culture dite « classique ». Les réactions sont diverses : Régis Debray, tout en

insistant sur le rôle fondamental de l'écrit, invite le ministère de la culture à édifier une télévision plus culturelle ; Alain Finkielkraut voit, dans les attendus même de l'enquête, l'engloutissement de la culture dans les pratiques culturelles et dénonce, comme en 1987, une nouvelle trahison des clercs.

Mais c'est à l'automne 1991, avec la publication de l'ouvrage de Marc Fumaroli *L'Etat culturel* que le débat prend un tour nouveau. L'ensemble de la presse française, bientôt rejoint par la télévision et par la radio (*France Culture*), se fait l'écho de la polémique suscitée par les thèses défendues par l'auteur. De surcroît, deux des principales revues du paysage intellectuel français, *Esprit* (octobre 1991 et février 1992) — Emmanuel Mounier hypothétique « ministre de la culture » de Vichy est au centre d'une des polémiques suscitée par l'ouvrage — et surtout *Le Débat* (mai-août 1992) ouvrent leurs colonnes aux nombreux contradicteurs. Au-delà de ces débats médiatiques, la légitimité universitaire vient également couronner la démarche de Marc Fumaroli : le 6 juin 1992, le Collège International de Philosophie organise une rencontre autour de *L'Etat culturel*. Le public est également sensible à ce débat, certes hautement médiatisé, et pendant de nombreuses semaines, l'ouvrage occupe les meilleures places des différents palmarès publiés dans la presse spécialisée. L'auteur de *L'Etat culturel* appartient à une des institutions les plus prestigieuses du paysage universitaire français : le Collège de France. Titulaire, depuis 1986, d'une chaire intitulée « Rhétorique et société en Europe (XVIe-XVIIe siècles) », cet historien des formes littéraires et artistiques de l'Europe moderne est l'auteur d'une œuvre reconnue par la communauté scientifique internationale : notamment *L'Age de l'éloquence* (1980) et *Héros et orateurs, rhétorique et dramaturgie cornéliennes* (1990). Méconnu du grand public pour ses importants travaux, Marc Fumaroli intervient donc ici dans le domaine de l'histoire des politiques culturelles de la France contemporaine. Aussi choisit-il, non pas la forme académique, mais adopte, non sans brio, la forme du pamphlet. Reste que la raison sociale l'emporte ici sur la forme : pour bien des commentateurs, Marc Fumaroli est considéré comme le spécialiste incontesté de la question qu'il présente.

La thèse mérite examen : aujourd'hui, la « politique culturelle » fait de l'Etat un pourvoyeur universel de « loisirs de masse » et de « produits de consommation ». L'Etat-Providence apparaît alors, en s'appuyant sur des fonds publics, comme un concurrent du marché culturel. Cette confusion qui s'incarne dans le « tout culturel » provient bien de l'identification de la culture au tourisme. Dès lors, cette culture obsessionnelle propagée par

une bureaucratie culturelle toujours plus nombreuse en vient à prendre les proportions d'une religion de la modernité. La « fête de la musique », la « fureur de lire », les « commémorations » (en premier lieu le Bicentenaire), sans oublier les grands travaux présidentiels concrétisent la manipulation sociologique impulsée par l'Etat, nouveau Léviathan culturel au service d'un parti et d'une idéologie politique. Mais ce « portrait de l'Etat culturel » n'est que le résultat des politiques amorcées bien avant l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981. Marc Fumaroli propose dès lors une véritable esquisse des origines historiques de l'Etat culturel. Le modèle de l'Etat culturel est à rechercher dans le « Kulturkampf » bismarkien puis dans les manipulations staliniennes et nazies. En France, c'est Vichy qui se trouverait à la source de la présente action culturelle. André Malraux, par la volonté proclamée dès la création du ministère de la Culture en 1959 de « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité [...] au plus grand nombre possible de Français » aurait accéléré la domination de la « culture audiovisuelle de masse ». L'Etat socialiste, à partir de 1981, ne fera que reprendre et mener à son terme cette ligne. En digne héritier de la philosophie politique de Tocqueville et de Raymond Aron (à qui le livre est dédié), Marc Fumaroli se présente en militant d'un *Etat libéral* qui opposerait à nos sociétés de consommations et de loisirs quelques contre-feux : essentiellement un système d'éducation ainsi que quelques butoirs légaux et fiscaux. Dans cette perspective, la culture devient essentiellement une affaire individuelle : « les arts ne sont pas des plats divisibles indéfiniment et égalitairement. Ce sont les échelons d'une ascension : cela se désire, cela ne s'octroie pas. » Ainsi, le principal ennemi de la démocratie libérale est bien la culture de masse.

Reste, et c'est sans doute l'essentiel, que l'ouvrage de Marc Fumaroli peut-être compris comme un révélateur, véritable symptôme d'une interrogation sur la place et la définition de la culture dans nos sociétés contemporaines. Si l'ouvrage s'inscrit alors dans une tradition éditoriale bien établie depuis quelques années, il bénéficie d'une médiatisation exceptionnelle. En effet, la thèse n'est pas nouvelle et Marc Fumaroli l'a exprimée pour une large part dès 1982 dans les colonnes de la revue *Commentaires*, mais sa très large diffusion en France comme à l'étranger et le contexte politique lui donnent alors un relief certain. De plus, même si certains historiens (Bernard Comte, Antoine Compagnon, Jean-Pierre Rioux) nuancent fortement la généalogie proposée par Marc Fumaroli, sa démonstration est reprise telle quelle par la plupart des médias. De même, le silence de Jack Lang et du Ministère de la

Culture a peut-être conforté la perspective critique. Reste que le succès de *l'Etat culturel*, exacerbé sans aucun doute par les polémiques sur la Très Grande Bibliothèque et des perspectives électorales proches (législatives de mars 1993), réactualise un débat déjà ouvert. Aussi la nouveauté réside surtout dans la mise en cause virulente de la légitimité même du ministère de la Culture. Certes Marc Fumaroli ne propose pas une suppression totale de la structure ministérielle mais plaide pour une restriction à la sphère patrimoniale.

En 1992, *L'utopie française. Essai sur le patrimoine* de Jean-Michel Leniaud, préfacé par Marc Fumaroli, manifeste la permanence de ce débat. Et, à quelques mois des élections, les ouvrages de Henry Bonnier (*Lettre recommandée à Jack Lang et aux fossoyeurs de la culture.*) et de Zadig, pseudonyme d'un groupe d'intellectuels appartenant aux Cercles universitaires proches de la droite (*L'Implosion française.*), ne font que radicaliser, non sans quelques réductions, les propos de Marc Fumaroli. Au moins l'objectif est ici clairement affiché : la suppression du ministère de la culture. Zadig ne manque pas de signaler les intellectuels désormais de référence : « il est vital pour la culture que ceux qui auront demain la responsabilité des destinées de la France aient lu et médité Steiner, Bloom, Lussato, Finkielkraut, Fumaroli, ou le retour à la vraie culture. »

A ces critiques libérales, proches de l'opposition d'alors, l'année 1993 ajoute une remise en cause qui se veut de gauche et qui, de plus, provient du sérail même de l'administration culturelle. Michel Schneider, énarque, auteur entre autres d'ouvrages sur Schumann et Glenn Gould, directeur de la Musique et de la Danse au ministère de la Culture de 1988 à 1991 rejoint Marc Fumaroli sur plusieurs points : la dissolution de l'art dans la culture, l'instrumentalisation politique de la culture par un ministère au service des « créateurs » et l'importance excessive accordée à la médiatisation. Mais aux solutions libérales de Marc Fumaroli, l'auteur de *La comédie de la culture* oppose l'impératif du service public : l'obligation, pour un Etat démocratique, de réduire l'inégalité l'accès aux œuvres doit donc passer par l'éducation artistique. Ce volet éducatif essentiel complèterait un ministère de la culture réduit à deux autres fonctions (la préservation du patrimoine et la diffusion démocratique de l'art), voire même éclaté au sein d'autres structures ministérielles. L'ouvrage, longuement commenté dans la presse nationale et même régionale, connaît un beau succès public. Et comme pour *L'Etat culturel* deux ans plus tôt, le plateau de « Bouillon de culture », émission animée par Bernard Pivot sur *France 2*, donne lieu en février 1993 à un

débat vif : Michel Schneider se retrouve bien seul face à Jack Lang, Pierre Boulez et Edmonde Charles-Roux.

Par une politique et une communication qui épousent depuis 1981 au plus près l'air du temps, dans un contexte de changement annoncé de gouvernement, le ministère de la culture se trouve sur la sellette. Evincé en partie des débats civiques, concurrencé dans la cité et sur la scène médiatique par les « créateurs » et autres « médiateurs », l'intellectuel défend ici son pré-carré, voire même la visibilité de son action. Jouant une triple partition (style de l'écriture, ton polémique, érudition revendiquée), il tente de concilier une légitimité intellectuelle (en évitant cependant les règles internes du champ intellectuel) tout en recherchant un succès médiatico-commercial (par ailleurs dénoncé). « Il s'agit toutefois moins de diffuser sous une forme 'vulgarisée', les résultats de la production savante, que de donner des apparences 'savantes' à des propos polémiques » (V. Dubois).

Philippe Poirrier
Université de Bourgogne
Centre Georges Chevrier

Sources :

- Bonnier, Henry. *Lettre recommandée à Jack Lang et aux fossoyeurs de la culture*. Paris : Ed du Rocher, 1992.
Finkielkraut, Alain. *La défaite de la pensée*. Paris : Gallimard, 1987.
Fumaroli, Marc. *L'Etat culturel. Essai sur une religion moderne*. Paris : Ed. de Fallois, 1991.
Leniaud, Jean-Michel. *L'utopie française. Essai sur le patrimoine*. Paris : Mengès, 1992.
Lévy Bernard-Henri. *Eloge des Intellectuels*. Paris : Grasset, 1987.
Schneider, Michel. *La comédie de la culture*. Paris : Seuil, 1993.
Zadig. *L'implosion française*. Paris : Albin Michel, 1992.

Bibliographie :

- Culture et politique. *Le Débat*. mai-août 1992. n° 72.
Culture et société. *Les Cahiers français*. mars-avril 1993. n° 260.
Dubois, Vincent. Politiques culturelles et polémiques médiatiques. *Politix*. décembre 1993. n° 24.